

Les Grecs ont raison de manifester

site-web du Parti du Travail de Belgique (article sollicité), 26/03/2010

Le 11 mars 2010, plus de 100.000 ouvriers Grecs manifestent dans les rues d'Athènes contre les nouvelles mesures d'austérité. Ces mesures sont mises en place par le gouvernement de centre-gauche du PASOK, qui tente d'imposer un gel des salaires du secteur public, une augmentation de l'âge de retraite, et une augmentation de la TVA. La plupart de ces mesures ont été décidées par le gouvernement après consultation avec les fonctionnaires de l'UE et du FMI, en réponse à un déficit budgétaire en progression, qui reste à présent à 12.7 pour cent du produit intérieur brut.

Peut-on justifier de telles mesures? Il semble que certains commentateurs le croient. Des médias conservatrices ont argumentés que 'la Grèce a besoin de stabiliser ses finances' et pour cette raison les Grecs 'doivent prendre leur responsabilité pour les années d'irresponsabilité fiscale'. Il y a peut-être une certaine vérité dans ces affirmations. Après tout, le déficit a explosé à 12 pour cent après la prise du pouvoir par le nouveau gouvernement en octobre 2009. Ceci rappelle l'histoire de l'enfant qui cache les bonbons sous le matelas. Les commentateurs disent que les Grecs doivent sourire et soutenir les mesures d'austérité. Néanmoins, ces affirmations sont trompeuses, car elles s'appuient sur des arguments économiques fallacieux et une analyse idéologique superficielle. Le résultat est un remède pernicieux pour l'économie et pour la grande majorité de la population grecque.

La situation économique actuelle en Grèce est due en partie aux politiques inefficaces – et quelquefois carrément

mauvaises – et en partie à cause d'une grande crise du capitalisme mondial qui touche encore plus les petits pays. Considérons d'abord les politiques. En ce moment-ci, la Grèce a un des taux d'impôt sur les sociétés les plus bas d'Europe: ce taux a été réduit à 25 pour cent par le dernier gouvernement et est encore aujourd'hui à ce niveau. Il est plus bas qu'en Belgique (34 pour cent), France (33 pour cent), ou au Royaume-Uni (28 pour cent). Ensuite, les compagnies de transport maritime grecques, lesquelles représentent, au total, plus de 15 pour cent de la flotte mondiale de haute mer, ne sont pas obligées de payer les impôts en Grèce. Enfin, le deuxième plus grand détenteur de richesse du pays, l'Eglise orthodoxe grecque, paie un impôt qui oscille autour de 2 pour cent. Selon le quotidien Kathimerini l'Eglise grecque a déclaré, au commencement de la crise économique, qu'elle 'ne va pas payer pour les fautes des autres'. [1] Par ailleurs, les mesures d'austérité récentes commencent à ressembler plus à une farce qu'un effort sincère pour repousser une crise économique et sociale. Si les mesures d'augmentation des impôts et de réduction des dépenses publiques deviennent effectives, le résultat le plus probable sera l'aggravation de la crise, de la pauvreté et de l'inégalité – déjà bien trop élevée – ainsi que l'aggravation du chômage (actuellement à 10 pour cent). Les récessions sont une manifestation endémique du capitalisme, parce qu'elles tendent à réduire les salaires et permettent ainsi de recouvrer la rentabilité. Il semble qu'un des objectifs de la politique actuelle est d'accélérer ce processus.

Revenons à la problématique de la crise économique mondiale. Selon les économistes, dans un système fédéral, si une partie de la fédération souffre d'une récession, les impôts tendent à diminuer et le soutien de l'Etat tendent à augmenter: si, par exemple, la Californie se trouve dans une situation de crise, les citoyens reçoivent plus de soutien

du gouvernement fédéral – abstraction faite des inégalités et de la pauvreté à cause de la récession, - pour relancer l'économie de cette partie. Mais l'Europe n'a pas une structure fédérale! Alors comment fonctionne l'Union économique et monétaire face à la crise? Les gouvernements nationaux sont censés pratiquer la prudence budgétaire et s'ils échouent, les marchés les 'puniront' par l'augmentation des taux d'intérêt des obligations d'Etat, lesquelles sont nécessaires pour financer les dépenses publiques. Tous les gouvernements européens sont confrontés à ces pressions du marché. Toutefois, les derniers gouvernements grecs se sont avérés moins capables que ceux d'autres pays européens d'apaiser le marché – cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas essayé! La conséquence en est que, les salariés auront à payer l'augmentation de capital des spéculateurs, grecs et étrangers. En même temps, les Grecs devront s'habituer à une situation de plus en plus conflictuelle avec les autres membres de l'UE (des membres du parlement allemand ont récemment encouragé le gouvernement grec à 'vendre certaines petites îles grecques'![2]). La crise économique va intensifier les conflits économiques et sociaux à travers l'UE, pendant que les citoyens européens se rendent compte des fondements fragiles de l'Union Monétaire.

La question la plus pressante en ce moment est celle-ci: pourquoi les Grecs devraient-ils payer pour le pillage qui a été commis par les gouvernements grecs ces dernières années? Et pourquoi devraient-ils payer pour le pillage pratiqué tous les jours par les marchés financiers? Quelqu'un pourrait répondre peut-être que les Grecs votent, et donc sont responsables des politiques pernicieuses des gouvernements qu'ils ont choisis. Mais cette réponse n'aide pas: pourquoi devrais-je être puni si ma gouvernante incompetente, que je vois une fois tous les quatre ans, est incapable d'obtenir un prix adéquat à mon supermarché local?

Le remède est, en principe, simple. J'achète moi-même et pas au supermarché. Pourtant, un petit pays comme la Grèce ne peut pas, à présent, obtenir un traitement décent en quittant l'Union Monétaire tout seul. Ceci serait probablement plus désastreux, à court terme. Une intervention du FMI ruinerait tout semblant d'un Etat de bien-être en Grèce, et il en serait de même en cas d'assistance d'autres pays membres de l'UE. Le gouvernement grec le sait. Les travailleurs salariés en Grèce ont actuellement deux options. Ou ils subissent une récession longue et très douloureuse en espérant recouvrer progressivement la rentabilité, et le niveau des investissements et donc de l'emploi. Au niveau actuel de productivité, cette récupération va avoir lieu, sans doute, au détriment des travailleurs, la grande majorité de la population. Ou ils descendent dans la rue et tentent de provoquer un changement fondamental dans la forme et dans le contenu de la gouvernance du pays. Cela devrait s'accompagner d'un engagement sincère à partager également ce qui appartient à tous (y compris les propriétés de l'Eglise et des armateurs). Plus de temps passe et moins ils ont à perdre.